

Les répertoires du conflit kurde

Olivier Grojean

Peut-on tenter d'analyser la question kurde en Turquie en tant que « problème public », construit et défini en situation par des protagonistes évoluant dans des arènes publiques¹ ? Une telle approche butte sur un certain nombre de difficultés, qui nécessitent une mise au point préalable. La déterritorialisation de la question kurde (implication des diasporas turque et kurde en Europe, rôle croissant des institutions européennes et des normes internationales) oblige d'abord à penser la constitution du problème kurde au sein d'une pluralité d'espaces plus ou moins interdépendants. De plus, on pourrait considérer que les revendications d'indépendance du Kurdistan, en contestant le monopole de la violence légitime de l'État turc dans le sud-est du pays, ont *de facto* favorisé la création d'une arène conflictuelle spécifique, au pluralisme restreint, dotée de ses propres règles, de sa temporalité et de ses enjeux singuliers, formant finalement un espace relativement autonome (constitution progressive d'un sous-système politique dans le sud-est de la Turquie) dont les propriétés peuvent néanmoins se diffuser (voire se diluer) dans les autres scènes publiques des arènes publiques turque et européennes (logiques de décroisement, de contagion des publics, de migration des enjeux).

Le conflit kurde en Turquie se caractérise en effet par son importante bipolarisation : les institutions de sécurité turques et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) se sont comportés dès le début des années 1980 en « définisseurs primaires » voire en « propriétaires » de ce problème public (Hall *et alii*, 1978 ; Gusfield, 1981 et

1. Le terme « arène publique » est employé pour désigner un espace de débat et d'action sur des problèmes publics, qu'ils soient spécifiques ou généraux. Cette arène, produit des interactions des différents protagonistes qui la composent et encadrée par un « univers de droits et de code », est donc un « lieu de combats » et une « scène de performance » (CEFAÏ, 2002) où s'affrontent différentes définitions de la réalité et où se construisent des légitimités concurrentes.

1986)². En cherchant à homogénéiser les positions de chaque camp et en sommant les acteurs extérieurs (autres mouvements et partis politiques, États européens, médias) de se situer par rapport à leur ligne de fracture politique, les deux protagonistes semblent avoir réussi à monopoliser durablement l'espace de la question kurde en Turquie comme en Europe. Des voix parallèles et dissonantes ont pu parfois, notamment en période de crise, accéder au débat public, mais leurs arguments ont le plus souvent été délégitimés ou récupérés, la crise renforçant en dernière instance les positions des deux principaux acteurs (Bozarslan, 2001). Cette appropriation de la question turco-kurde en Turquie et en Europe s'est donc faite aux dépens des autres protagonistes condamnés soit à rester en dehors du débat, soit à tenter malgré tout d'inscrire une problématique différente dans les arènes publiques turque et européennes — avec un succès pour le moins mitigé³.

Une troisième caractéristique de ce conflit est son inscription dans l'a-légalité. Institutions de sécurité et membres ou sympathisants du PKK sont évidemment obligés de justifier leurs actions dans un cadre légal et/ou légitime, eux-mêmes ou par l'intermédiaire des soutiens qu'ils ont créés en Europe (associations kurdes et turques, religieuses et/ou politiques) ou ralliés en Turquie (les différents partis de l'échiquier politique légal). L'arène de la question kurde demeure néanmoins dominée par la clandestinité, la violence, la paranoïa, la dissimulation et un radicalisme souvent contraire aux engagements moraux ou légaux pris par les deux parties. L'illégalité du PKK en Turquie et son interdiction en Europe, de même que l'autonomisation du champ sécuritaire turc (Dorronsoro, *supra*) ont également conduit les protagonistes à articuler financement

2. Ce qui ne suppose pas ici une homogénéité des acteurs. Les agences de sécurité turques et le PKK subissent en effet de fortes tensions internes liées à la compétition entre les différentes composantes de chaque camp (milices et gangs) pouvant déboucher sur des crises importantes (purges, déstabilisations, repositionnement politique). Les caractéristiques de l'arène publique turque, de même que les caractéristiques de la guerre (liquidation des sources indépendantes, instauration d'une zone d'état d'urgence interdite aux journalistes), invitent néanmoins à penser le processus de mise sur agenda sur un mode bipolaire, strictement codifié et relativement stable, au sein duquel l'hétérogénéité des acteurs semble être non un frein à l'appropriation de la question kurde par les deux principaux protagonistes, mais au contraire un élément moteur.

3. En Turquie, les partis pro-Kurdes participant aux élections législatives sont régulièrement interdits. Il leur faut également dépasser 10 % des voix pour être représentés au Parlement, ce qui s'avère difficile pour des partis bénéficiant de soutiens très localisés. Fondé en 1974 et très actif en Suède, le principal concurrent du PKK, le PSK (Parti socialiste du Kurdistan de Turquie), a également tenté de proposer sa propre vision du conflit sans rencontrer une audience significative aussi bien en Europe qu'en Turquie. Seuls les partis islamistes — régulièrement interdits également dans les années 1990 — et aujourd'hui musulmans conservateurs ont réussi à développer une argumentation alternative qui pourrait permettre de dépoliariser le conflit.



et zone d'influence politique au sein même du secteur de l'économie souterraine, créant ainsi une arène à plusieurs niveaux particulièrement complexe.

Enfin, et ce dernier constat découle des précédents, l'arène conflictuelle turco-kurde semble présenter des propriétés particulières apparemment contradictoires : nombreux emprunts extérieurs (idéologies, formes de mobilisation) et atomisation des catégories cognitives du politique (récurrence de certaines figures, ou schèmes), possibilités de négociation et hausse concomitante du niveau de violence, objectifs stratégiques opposés et navigation dans un même univers de significations. Avec, en toile de fond, la question d'un conflit où vont se développer des logiques radicales et un soutien progressif (mais massif) de la population.

Comment, alors, comprendre la « résonance » des motifs du PKK et de l'armée au sein de la population turque et kurde ? Est-il surtout possible de rendre compte de ce phénomène à une échelle macro-sociologique, sans toutefois entreprendre une réelle démarche d'historien, tout en se gardant d'« aplanir » les dimensions micro-sociologiques ? En combinant l'étude des *cadres de justification* et des *répertoires d'action* développés durant les quinze années du conflit, nous souhaiterions ainsi analyser les opérations permettant la diffusion des enjeux de la question kurde, et son élargissement à un nouveau public, tout en expliquant la faible redéfinition du problème après le décroisement de l'arène conflictuelle PKK-armée. En d'autres termes, si le conflit reste au début très cloisonné au sein de l'arène publique turque, des processus en cours au début des années 1990 (perspectives de négociations, adhésion massive de la population, augmentation des manifestations en Europe) marquent le passage à un quasi-espace de mouvement social au sein duquel l'univers de sens mis en place au début des années 1980 s'autonomise par rapport aux institutions (État, PKK) pour rencontrer un écho sans précédent dans la société, sans réel processus de recadrage. Comme si l'univers de sens de deux acteurs radicaux s'était en quelque sorte diffusé en ne se recomposant qu'à la marge. L'étude de la genèse de cette arène, de son extension en Europe, puis des processus de construction du sens — tant dans le registre des motifs que dans celui des actions — pourra alors permettre de proposer des éléments de réflexion susceptibles de caractériser l'arène conflictuelle turco-kurde et les régimes de croyance qui en sont la matrice et le produit dans les années 1980-1990.

LA GENÈSE D'UNE ARÈNE BIPOLAIRE ET RADICALE

Loin de constituer une arène hermétique à son environnement, le conflit kurde en Turquie est un exemple type de la transnationalisation des





répertoires de motif et d'action par suite du processus de politisation accéléré de la société turque — dans sa composante urbaine majoritairement — au cours des années 1960-1970 (Bozarlan, 1999). Des dizaines d'organisations politiques naissent alors, qui vont se former en référence implicite ou explicite aux idéologies socialistes (maoïsme, marxisme-léninisme, guévarisme), « fanonistes » et ultra-nationalistes (droite radicale) et s'engager dans des affrontements violents symptomatiques de la « Terreur ». Le PKK va lui-même épouser le marxisme-léninisme tout en empruntant à différents conflits régionaux la rhétorique anticolonialiste et anti-impérialiste et les techniques de guérilla censées être les plus performantes (conflits sud-américains, moyen-orientaux et surtout vietnamien)⁴. Le Kurdistan est ainsi considéré comme une colonie occupée et divisée en quatre parties (Kurdistan de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Irak) : il faut mener un combat de libération anticolonial contre l'État, mais aussi contre les social-chauvinistes et les Kurdes féodaux qui collaborent avec lui (Bruinessen, 1988, p. 40). Le PKK s'oppose donc d'abord violemment aux autres organisations kurdes, dans une volonté de s'approprier le monopole du problème kurde. La violence est considérée comme salvatrice : elle-seule, dans une perspective révolutionnaire et indépendantiste, permet de se libérer de la situation d'esclave et de retrouver sa vraie « personnalité » kurde. La stratégie, de type maoïste, est en deux temps : d'abord réussir la révolution nationale et démocratique qui inclut toutes les parties du Kurdistan, puis créer un Kurdistan socialiste unifié.

Les forces de sécurité turques s'inspirent également de techniques et idéologies extérieures. La principale clé du dispositif contre-insurrectionnel mis en place dans le sud-est du pays par le Département de la guerre spéciale (*Özel Harp Dairesi*) est le système des *korucu* (gardiens

4. Fondé en 1978 par des étudiants en sciences politiques de l'université d'Ankara, le PKK va d'abord tenter de monopoliser le champ politique kurde en combattant ses adversaires (dont l'organisation Kawa et les KUK). Les premiers martyrs de la cause sont assassinés ou se suicident dans la prison de Diyarbakir en 1982, peu avant le déclenchement de la guérilla dans les régions kurdes en 1984. Le parti se développe dès le début des années 1980 en Allemagne et dans toute l'Europe, mais garde son siège en Syrie — où il s'est réfugié juste avant le coup d'État du 12 septembre — et participe avec les Palestiniens à la guerre contre Israël en 1982. Le PKK est interdit en Allemagne et en France en 1993, puis en Grande-Bretagne en 2001, mais conserve un statut particulier : il peut, par l'intermédiaire des nombreuses associations qui lui sont proches ou directement liées, organiser d'immenses vagues de protestation. L'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1999 a accéléré une redéfinition des objectifs politiques du parti et de ses tactiques (abandon de la guérilla, manifestations absolument pacifiques). Le parti a depuis changé deux fois de nom (Kadek, puis Kongra-Gel) et vit aujourd'hui des lendemains incertains, entre déstructuration et reconsolidation. Sur le PKK, voir BOZARSLAN (1997), BRUINESSEN, (1988) et WHITE (2000).



de village) qui servent tant à combattre le PKK qu'à diviser davantage les Kurdes en obligeant la population à choisir son camp. En plus de ce dispositif, qui s'est rapidement avéré très difficile à contrôler, les forces de sécurité turques ont créé ou soutenu un certain nombre d'organisations agissant selon des modèles occidentaux mis en place à la fin des années 1940⁵. Les premiers manuels de contre-guérilla sont en effet directement influencés par la théorie de la « guerre de basse intensité » développée par certains experts militaires américains pour lutter contre le communisme. De nombreux officiers turcs de haut rang seront ainsi formés dans les écoles militaires américaines et les « Field Manuals », traduits dans les années 1960-1970, enseigneront à toute une génération de militaires la stratégie de la contre-insurrection. Trois phases sont distinguées : pacification d'abord (sabotages, enlèvements, assassinats, isolement de la guérilla), stabilisation ensuite (massacres, viols, bombardements, déportations) et guerre psychologique enfin (propagande)⁶. L'appartenance de la Turquie à l'OTAN (Organisation du traité de l'atlantique Nord) a favorisé la diffusion de ce répertoire, d'autant plus que des organisations comme Gladio (milice paramilitaire agissant dans certains pays de l'OTAN) ont également servi de modèle pour la Turquie dans les années 1980. La concurrence entre organisations, tant sur le plan politique (les organisations étant souvent liées de près ou de plus loin à des élus) qu'économique (trafic de drogue, ventes d'armes, etc.) a ensuite favorisé des logiques autonomes s'apparentant parfois à une privatisation de la violence.

Si, au début des années 1980, les deux protagonistes s'accordent donc pour importer techniques et idéologies, ils partagent également la même vision du conflit naissant. Une étude historique de la genèse de la question kurde au XX^e siècle pourrait sans doute mettre en évidence les déterminants de ce type de phénomène. À notre niveau, il importe

5. Sous le label « contre-guérilla » circulent en fait un nombre extrêmement important d'organisations. Les plus importantes sont le JITEM (services secrets de la gendarmerie), les forces du MIT (services secrets), les Forces spéciales, la « police politique » du Département de lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, le Hizbullah, des groupes liés au MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti d'action nationaliste) et certaines milices de « repentis » ont collaboré avec les forces de sécurité. Les premiers modèles de contre-guérilla sont élaborés par les militaires britanniques sur le terrain malais entre 1940 et 1952. Ils seront ensuite testés à Chypre et au Kenya avant d'être diffusés aux États-Unis, notamment sous l'impulsion de Robert Thompson, conseiller des différents présidents américains pendant la guerre du Vietnam et principal théoricien des « hameaux stratégiques ». Les expériences françaises en Indochine et en Algérie vont également participer du développement de ces théories.

6. Voir l'ouvrage récent de l'ancien commandant du PKK Selahattin Çelik, aujourd'hui en retrait (ÇELİK, 1999). Les rapports des services secrets turcs assimilent dès le début des années 1980 la guérilla du PKK à une guérilla viêt-cong (IMSET, 1992).



de constater qu'au-delà des emprunts mimétiques et de la diffusion des répertoires de motifs et d'action, le contexte historique des premières expériences politiques des acteurs (guerre du Vietnam, poursuite des conflits armés en Amérique latine et expériences socialistes en Afrique sub-saharienne)⁷ a sans doute entretenu la représentation commune aux deux protagonistes que la violence était une ressource opérante, efficace, voire émancipatrice. Les premières années du conflit permettent donc la monopolisation du problème public qu'est la question kurde et sa définition préalable. C'est cependant l'espace européen qui semble à la fois consolider cette grammaire et permettre la diffusion des répertoires de motif et d'action institués dans cette arène bipolaire.

L'EXTENSION EUROPÉENNE : PRÉMISSSES D'UNE LOGIQUE DE DÉCLOISONNEMENT

Les deux protagonistes de la question kurde en Turquie se sont en effet dispersés en Europe selon trois axes interdépendants. Ce phénomène trouve sa source dans une série d'interrelations historiques entre la Turquie et l'Europe : la politisation des migrants originaires de Turquie en Europe, les liens transnationaux entre différents réseaux politiques turcs et européens et le processus d'intégration européenne ont en effet favorisé la déterritorialisation du conflit et son européanisation, participant d'une première diffusion bipolaire des enjeux. L'arrivée de nouveaux migrants au début des années 1980 provoque d'abord la politisation d'une immigration de Turquie déjà fortement présente en Europe et particulièrement en Allemagne depuis les années 1960⁸. Du côté kurde, cette nouvelle migration permet au PKK de s'installer en Europe et de trouver les ressources nécessaires à sa lutte de « libération nationale », d'autant plus que l'exil a souvent tendance à affermir le nationalisme (Anderson, 1996). Ainsi, le financement de l'organisation est essentiellement assuré par des donations et une taxation des activités des migrants d'origine kurde. D'autre part, quelques camps d'entraînement du PKK voient le jour aux Pays-Bas et en Suisse, servant à préparer les jeunes recrutés à rejoindre la guérilla ou à former des militants à la lutte politique en Europe. De nombreux journaux (*Serxwebûn*, *Berxwedan*, *Özgür Politika*,

7. L'instauration d'une administration militaire dans le sud-est du pays par suite du coup d'État du 12 septembre 1980 permet de cloisonner les régions kurdes, mais les nationalistes formés dans les grandes villes constitueront l'avant-garde du mouvement national et permettront la politisation rapide des jeunes ruraux nés au cours des années 1970.

8. En 2000, il y aurait 4 millions de migrants originaires de Turquie en Europe (2,5 millions en Allemagne) dont un peu moins de 1 million de Kurdes (environ 500 000 en Allemagne).



etc.) et chaînes de télévision (*Med-TV*, *Medya-TV* puis *Roj TV*) naissent dans les années 1980-1990, qui permettent l'expression d'une seconde voix sur le conflit (Rigoni, 2000a, 2002) et ont une influence encore difficilement palpable — mais sans doute très importante — sur les perceptions de la lutte en Turquie même. Enfin, la protestation et sa médiatisation ont permis de mobiliser un certain nombre de soutiens extérieurs (partis politiques, associations, etc.) afin de faire pression sur la politique étrangère des pays de l'Union européenne tout en assurant un rôle aut centré propice à une construction identitaire et « ethnique » forte. La monopolisation de la cause kurde ne s'est cependant pas faite sans heurts, des mesures coercitives parfois violentes ayant été prises en Europe à l'encontre de sympathisants du PSK dans les années 1980-1990.

Depuis la crise chypriote de 1974, la Turquie bénéficie quant à elle de liens étroits avec différents partis nationalistes européens, notamment par l'intermédiaire du MHP. Les liens qu'ont pu entretenir la CSU bavaroise et le MHP ont notamment favorisé le déploiement d'un vaste réseau consulaire et associatif visant à encadrer la population turque et kurde en Allemagne, et, au-delà, en Europe. D'autres d'associations politiques ou religieuses sont directement financées par le gouvernement. C'est notamment le cas du Bureau des affaires religieuses (DITIB), émanation directe du gouvernement turc, qui entretiendrait des contacts avec la Fédération des associations des Idéalistes turcs démocrates en Europe (ADÜTF, fondée par le MHP en 1978). Les autorités turques ont également favorisé l'implantation de la presse turque en Europe, encouragé les dons à la Fondation de renforcement des forces armées turques (1995) et sont devenues un acteur incontournable de l'islam européen, notamment par le financement de mosquées. L'implication en Europe d'un certain nombre d'organisations participant à la contre-guérilla en Turquie démontre enfin que la guerre psychologique n'était en rien limitée aux zones kurdes de Turquie. Pressions diplomatiques pour l'interdiction du PKK ou d'institutions proches⁹, pressions pour l'interdiction de médias pro-Kurdes, collaboration des polices turque et européennes contre le PKK¹⁰, élaboration de

9. Notamment le Parlement kurde en exil (fondé en 1995) qui se réunissait tous les trois mois dans un pays européen avant de se dissoudre peu après l'arrestation d'Abdullah Öcalan. Les réunions prévues en Italie en septembre 1998 et au Pays basque espagnol en juillet 1999 provoqueront d'intenses pressions diplomatiques turques et la menace de représailles économiques. La Turquie lancera même un mandat d'arrêt international contre 32 membres du Parlement kurde en exil.

10. Les opérations Rebel (1994) et Spoutnik (1996) sont menées conjointement par les polices belge et turque contre des intérêts proches du PKK (RIGONI, 2001, p. 335-336). L'opération Spoutnik aurait même touché l'Allemagne, la Suisse, le Luxembourg et la Grande-Bretagne selon le ministère des Affaires étrangères turc. En France, l'opération Rouge-Rose (1993) vise le PKK et les réseaux islamistes.

listes de prénoms kurdes interdits..., ventes d'armes allemandes servant à la contre-guérilla turque et expulsions ou extraditions de certains militants du PKK vers la Turquie ont finalement achevé de lier le dossier kurde aux pays européens, d'autant plus que le processus d'intégration européenne, après des siècles de relations tumultueuses, rendait les deux espaces de plus en plus interdépendants.

Membre de l'OCDE, de l'OTAN et du Conseil de l'Europe, la Turquie est en effet candidate à l'entrée dans l'Union européenne depuis 1959 et reconnue comme telle depuis 1999. Cette forte intégration place l'État turc sous la critique de la Cour européenne des droits de l'homme ou du Parlement européen et permet à l'Union européenne de peser davantage dans le conflit à partir des années 1990. Mais l'Europe, où résonnent particulièrement bien les motifs des deux camps, semble également essentielle à la mise en place et à la légitimation d'une configuration conflictuelle spécifique entre le PKK et les forces de sécurité turques et ne se réduit pas à un sanctuaire nationaliste des deux protagonistes. Sans tomber dans une vision réductrice qui consisterait à penser la diaspora turco-kurde uniquement en terme de prolongement des dynamiques du pays d'origine, force est de constater que la dispersion à l'étranger, le foisonnement nationaliste en exil et l'europanisation politique et juridique de la question kurde semblent avoir paradoxalement consolidé et diffusé les définitions du conflit, tant sur la scène turque que sur la scène européenne, comme le montre l'analyse des répertoires de motifs et d'actions employés à propos de la question kurde.

EFFETS DE MIROIR : DÉFINITIONS ET JUSTIFICATIONS DU CONFLIT

C'est au début des années 1980 que se mettent en place les principaux argumentaires et types d'action concernant la guerre du PKK. Trois types de justification vont permettre de définir les propriétés du « camp de la paix », de dénoncer l'ennemi, et d'ériger simultanément des valeurs universelles, en Turquie, mais surtout dans les arènes publiques européennes (droits de l'homme et dénonciation du terrorisme). Les discours sur le conflit kurde sont d'abord marqués par l'utilisation récurrente des termes « unité » (*birlik*), « unitarisme » (*ünifer*) ou « totalité » (*bütünlük*), de manière cependant moins prégnante en Europe qu'en Turquie, où un certain nombre d'institutions imposent un cadre normatif contraignant (Copeaux, 1997)¹¹. Employés au départ

11. Comme le Conseil national de sécurité (MGK) qui impose ses vues au gouvernement sur un grand nombre de dossiers et en particulier sur la question kurde, le Conseil

par l'armée en référence à l'héritage kémaliste, les éléments de définition du conflit sont constamment repris par les médias et les différents courants politiques et s'appliquent autant à l'État qu'à la langue, à la religion ou au territoire (Massicard, 2002d), le plus souvent dans une perspective sécuritaire. Par effet de miroir, la thématique de l'unité est également essentielle dans le répertoire discursif du PKK, qui cherche à présenter les Kurdes comme un peuple homogène et revendique l'indépendance — puis l'autonomie — du Kurdistan¹². La dénonciation vient ensuite, qui permet de différencier les « opprimés » (*mazlum*) des « oppresseurs » (*zalim*). Au discours du PKK qui considère ses combattants comme des « révolutionnaires » et des « résistants » — alors que l'État turc, « colonialiste et fasciste », conduit une « sale guerre » au Kurdistan, faite de terreur et de massacres —, l'armée turque répond en dénonçant les « terroristes » « sans foi ni loi ». À la suite du champ sémantique de l'unité, « subversifs », « traîtres » à la patrie ou « séparatistes » (*bölücü*) deviennent ainsi les éléments centraux de son registre discursif. Le retournement de l'accusation stigmatisante de « terroriste » n'apparaît néanmoins qu'au début des années 1990, au moment où le conflit entre dans sa phase la plus violente et où le PKK semble tenter de modifier son image sur la scène internationale. Cette dénomination bien obsolète mais socialement très efficace n'en demeure pas moins centrale et a conduit des spécialistes du PKK à tenter de faire la part des choses, sans cependant réussir à imposer un autre débat (Imset, 1996). Enfin, les deux camps font appel aux normes juridiques et morales internationalement reconnues afin de désenclaver les deux premiers cadrages et de légitimer la violence : l'État turc dénonce la barbarie du « tueur de bébé » (Öcalan) et met en avant l'association « sécurité et droits de l'homme » (défense de son intégrité territoriale, de ses citoyens) alors que le PKK associe les droits de l'homme aux droits des peuples (notion de « génocide culturel », de lutte contre le colonialisme). D'autres types de cadrages, comme le sous-développement des régions kurdes ou les

Suite de la note n° 11

de l'enseignement supérieur (YÖK), le Conseil supérieur de la radio et de la télévision (RTÜK), le *Talim ve Terbiye Kurulu* qui contrôle les manuels scolaires ou encore les cours de sûreté de l'État (tribunaux spéciaux). Le ministère de l'Intérieur turc établit quant à lui régulièrement des listes de mots interdits et autorisés à destination des médias. Le non-respect de ces règles peut entraîner des sanctions allant jusqu'à la suspension du média.

12. Les frontières du groupe sont ainsi centrales et sont principalement définies par l'« ethnie », ce qui place *de facto* les Kurdes alévis dans une position délicate. De la même manière, si tous les acteurs politiques turcs reconnaissent aujourd'hui la réalité du problème kurde, celui-ci reste officiellement limité par la turcité sunnite érigée en supra-ethnicité et censée être un rempart contre le séparatisme.

désastres écologiques et économiques, ont également été avancés ; ils n'ont jamais vraiment pu s'imposer du fait de leur faible résonance au sein des arènes turque et européennes¹³.

Le vocabulaire de l'unité, du terrorisme et des victimes, mais aussi des droits de l'homme, est effectivement central dans la couverture du conflit par les médias français et allemands, au point de limiter toute interprétation alternative¹⁴. Peu présents dans les médias européens avant la deuxième guerre du Golfe, en 1991, les Kurdes acquièrent une plus grande visibilité dans les années 1990. Immigrés, ils sont « extérieurs » à la communauté nationale des différents pays européens, ce qui rend les médias extrêmement réceptifs au vocabulaire de l'unité¹⁵. Dans les émissions de télévision allemande, « les Kurdes apparaissent [également] soit comme des criminels, soit comme des victimes d'une politique répressive » (Quandt, 1995) et cette distinction est aussi prégnante dans les presses allemande et française, notamment au moment de l'arrestation d'Öcalan. Mais si les Kurdes sont une menace, ce sont alors les États européens qui obtiennent le statut de victimes, malheureux acteurs d'un conflit qu'ils n'ont pas souhaité. Notons que les Kurdes peuvent également être décrits comme des victimes... mais surtout lorsqu'ils habitent encore en Turquie. Les valeurs universelles des droits de l'homme permettent enfin de donner du sens aux cadrages précédents. La thématique de l'injustice résonne alors extrêmement bien, tant pour le côté turc (le mauvais procès fait à la Turquie, seule démocratie laïque du Moyen-Orient) que pour le côté kurde (le plus grand peuple sans État au monde, l'injuste criminalisation du PKK), surtout quand les seules voix « indépendantes » et dignes de foi ne sont plus que les organisations humani-

13. En avril 1993, la mort du président Turgut Özal, qui semblait décidé à proposer d'autres cadrages et d'autres solutions, contribua également à l'atomisation des répertoires de justifications du conflit.

14. L'étiquetage (*labelling*) ou la définition des enjeux d'un conflit s'effectue dans les interactions des différents acteurs (protagonistes directs, associations amies, médias, champ politique et économique). L'importance des médias ne doit pas être surévaluée dans ce processus (NEVEU, 1999a) ; néanmoins, leur capacité de « consécration » ou les routines de leurs recours à l'expertise obligent à considérer l'activité journalistique comme une composante essentielle de la construction et de la légitimation d'un problème public.

15. La conception allemande de la nationalité et de la citoyenneté a sans doute favorisé la reconnaissance de ce type d'arguments. L'unanimité du peuple kurde est affirmée en assimilant tous les Kurdes au Parti des travailleurs du Kurdistan alors même que d'autres interlocuteurs politiques kurdes existent en Europe comme en Turquie, ce qui fait le jeu du PKK. L'unité de la Turquie est elle aussi rappelée constamment, en raison notamment de son statut d'État-nation : les correspondants des différents médias parlent du « Kurdistan irakien », mais du « sud-est de la Turquie »... d'où la difficulté des chercheurs à employer des termes « neutres » pour désigner les régions kurdes.



taires. Les motifs invoqués par le PKK ou par l'armée semblent ainsi perdre tout sens politique et les justifications apparaissent alors comme des éléments essentialisés du conflit et non comme des arguments capables d'orienter ou de réorienter les débats sur la question kurde. En adéquation avec les répertoires d'action utilisés en Europe et en Turquie, ils deviennent des référents sacrés et diffus, comme s'ils avaient acquis un statut de *vérité* historique.

DES MOTIFS AUX ACTIONS : LA MATÉRIALISATION DU VERBE

Comme on l'a vu, des différences de contexte politique entre l'Europe et la Turquie font que les types d'action employés sont évidemment différents dans les deux espaces (absence de guérilla, d'attentats suicides, de grèves de la faim jusqu'à la mort, ou de répression massive du PKK en Europe) ; néanmoins, des éléments communs incitent à comprendre comment un répertoire peut s'autonomiser en partie par rapport au contexte et se jouer des « recompositions » (identitaires, politiques) malgré les ruptures inhérentes à l'exil¹⁶. De manière significative, les répertoires d'action disponibles, tant du côté turc que kurde, en Europe comme en Turquie, sont congruents aux répertoires de motifs. L'unité, les victimes, les droits universels sont incontestablement mis en scène dans la protestation ou la dévotion à la cause ; l'adéquation des motifs et des actions semble alors être un premier indice de la matérialisation du discours, bien au-delà de tout symbolisme : l'action ne sert plus qu'à se justifier elle-même. Les manifestations « ethnicisées » du PKK (vêtements, musique), de même que les nombreuses occupations de locaux en Europe, ont ainsi un caractère performatif important et évoquent toujours l'unité et l'unanimité du peuple kurde. Par effet de miroir, les manifestations turques récupèrent souvent les symboles de l'adversaire afin de montrer qu'il n'existe aucune spécificité kurde : c'est le cas des mères de soldats turcs, qui ont pu se réunir sur le modèle des « mères du samedi » kurdes, qui avaient elles-mêmes emprunté ce type d'action aux mères de la place de Mai en Argentine. La mise en scène du drapeau du parti (HEP et ses successeurs

16. Tout répertoire est en effet recomposé ou « bricolé » en fonction du contexte politique. Ainsi, le répertoire du PKK est beaucoup plus « violent » dans les régions kurdes que dans le reste de la Turquie. De la même manière, la contre-guérilla utilise en Europe les outils de la guerre psychologique alors qu'elle dispose d'un répertoire plus étendu dans le sud-est de la Turquie. Toute problématique en terme de recombinaison des répertoires nous semble cependant manquer la spécificité du conflit kurde, à savoir la persistance d'un certain univers de sens dans des contextes différenciés.



en Turquie, PKK en Europe) est aussi en tout point comparable à celle du drapeau turc (Seufert, 1997)¹⁷. De manière générale, les fêtes de la République turque et les fêtes de Nevruz (nouvel an kurde, également récupéré par l'État) sont des moments de profonde communion patriotique autour du leader incarnant l'unité. Les manifestations en Turquie ou en Europe sont également une façon de présenter le groupe comme victime de la barbarie de l'ennemi (exhibition des portraits des martyrs, des disparus et des personnes torturées, portraits de généraux maculés de sang, cartes du Kurdistan entourées de fils barbelés). Le retournement du stigmaté (Goffman, 1975) est ainsi une constante du répertoire du PKK : les grèves de la faim de militants et sympathisants du PKK servent à démontrer la culpabilité du régime ennemi¹⁸ et l'absence de statut politique des Kurdes. Enfin, comme dans le cas du discours de l'unité ou de l'ennemi, le discours de l'universalité a son pendant dans le domaine de l'action : les manifestations du PKK puisent en effet le plus souvent dans le vocabulaire des droits de l'homme afin de réduire le particularisme de la situation kurde en Turquie. Le ralliement de l'opinion publique européenne passe, par exemple, par l'exposition de symboles « parlant » aux Européens, voire à l'humanité : « Hier Jésus, aujourd'hui Öcalan », affirmait ainsi une banderole du PKK placée aux côtés d'un militant symboliquement crucifié, à la suite de l'ajout du Kadek sur la liste européenne des organisations terroristes en mai 2002.

Au-delà, un certain nombre d'actions sacrificielles incitent à penser que l'action peut devenir une tentative d'imposition de *la vérité* de la

17. Comme dans le cas des martyrs turcs, le drapeau du PKK orne toujours les cercueils des militants ou sympathisants tués, alors même que le cercueil musulman traditionnel est recouvert d'un voile vert. C'est aussi en raison d'un drapeau kurde que des affrontements violents opposent Turcs et Kurdes à Bruxelles en 1994. L'interdiction des drapeaux kurdes ou des portraits d'Öcalan lors des manifestations du PKK en Allemagne est également perçue comme une tentative allemande de nier le peuple kurde. De la même manière, 22 ans de prison sont retenus contre un « provocateur » ayant hissé le drapeau du PKK et l'effigie d'Öcalan en lieu et place du drapeau turc lors d'un congrès du Hadep en 1996 à Istanbul (COPEAUX et MAUSS-COPEAUX, 1998, p. 279 et 286). En 1999, la riposte turque sera considérée comme une énorme provocation par les Kurdes : au lendemain de son arrestation, Öcalan est en effet exhibé devant les caméras au milieu de deux drapeaux turcs.

18. Les gouvernements européens peuvent également devenir les ennemis des deux camps. En 1994, à la suite de l'interdiction du PKK en Allemagne et en France, la quasi-totalité des manifestations du PKK en Europe sont dirigées contre les gouvernements des pays de résidence et un grand nombre de manifestations dénoncent les ventes d'armes françaises ou allemandes à la Turquie et utilisées ensuite contre les Kurdes. De son côté, la Turquie a à plusieurs reprises engagé des mesures de rétorsion à l'encontre des pays qu'elle soupçonnait de soutien ou de faiblesse à l'égard du PKK (Syrie, Grèce, Suisse, Belgique, etc.) : tout État ne suivant pas la définition turque de la question kurde est toujours accusé de soutenir le terrorisme du PKK et d'œuvrer au démantèlement de la Turquie.

cause, lorsque celle-ci est contestée par la « réalité ». Les immolations par le feu de militants ou sympathisants kurdes (une cinquantaine entre 1990 et 2002 en Europe, et un nombre bien plus important en Turquie depuis 1982) mettent à mal toute conception « utilitariste » de l'action et posent la question du rapport que les militants entretiennent avec leur cause politique. Si le désespoir ou le fanatisme sont les arguments le plus souvent avancés pour expliquer ce type d'action, force est de constater que ces suicides semblent davantage liés à l'univers de sens inscrit dans la relation conflictuelle elle-même, comme le montrent une fois encore les effets de miroir entre les deux parties : le 13 janvier 2000, ce sont deux parents de soldats turcs tués au combat qui s'immolent par le feu après la décision des autorités turques de surseoir à la pendaison d'Öcalan. Se supprimer physiquement pourrait alors être l'ultime moyen d'attester, à soi, au chef et au monde, la *vérité* de la cause. Si de nombreuses études ont montré que les répertoires des deux protagonistes étaient recomposés ou « bricolés » en Europe, la ressemblance entre les répertoires utilisés en Turquie et ceux utilisés en exil, tant du point de vue des motifs invoqués que des actions entreprises, semble ainsi être une caractéristique essentielle du conflit. Sans faire fi des éléments contextuels ou même « structurels » qui différencient Europe et Turquie, ni évidemment affirmer que les méthodes du PKK ou de l'armée sont similaires dans ces deux espaces, l'« univers de sens » commun aux deux parties semble s'être diffusé au sein des réseaux turcs et kurdes en Europe au point de rendre véritablement caduque la notion de « structure des opportunités politiques », déjà mise à mal par un certain nombre de chercheurs (Fillieule, *infra*).

L'INSTITUTION IMAGINAIRE DU CONFLIT

Nous avons donc vu comment la définition des enjeux et les répertoires d'action du conflit avaient pu être *de facto* acceptés et repris par une multitude d'acteurs plus ou moins impliqués dans la question, tant en Turquie qu'en Europe. Acceptation ne signifie cependant pas légitimation et encore moins adhésion. Pourtant, les discours et les modes d'action du PKK et de l'armée ont également rencontré un soutien important chez les Kurdes et Turcs dans les années 1980, puis 1990. Comment, alors, expliquer la diffusion d'un tel univers de sens progressivement institué en *programme de vérité*¹⁹ ? Une ré-historicisation, même sommaire, s'avère

19. C'est-à-dire un régime de croyance propre au conflit, qui engloberait tout à la fois les pratiques et les discours, ce qui ne signifie pas une unité des intentions et des dispositions des acteurs de l'arène (voir VEYNE, 1983).

indispensable. Nous ne pouvons revenir ici sur les conditions socio-économiques qui permettent ces évolutions : sous-industrialisation des régions kurdes, rôle de l'armée dans l'économie, nouvelle ingénierie du pouvoir, évolutions des solidarités, etc. Deux types de processus peuvent néanmoins permettre de mieux comprendre comment l'imaginaire²⁰ commun aux deux protagonistes s'est institué dans une partie importante de la société : il s'agit de logiques d'actualisation du sens et de processus de fragmentation des interprétations.

Alors que la figure d'Atatürk est sans conteste déjà très populaire dans les années 1960-1970, le coup d'État de 1980 — salué même par une partie importante de la population kurde — renforce encore les références à Mustafa Kemal, dont les idées sont considérées comme un rempart contre l'anarchie. Mais les réformes politiques des militaires visent à re-turquifier la nation, contaminée par des éléments kurdes « réactionnaires », et sont essentiellement coercitives. C'est sans doute ce qui pousse le PKK à se construire un chef sur le modèle inversé de la figure d'Atatürk, d'autant plus qu'Öcalan avait d'abord été séduit par le kémalisme, et à relire une historiographie nationaliste déjà construite en miroir par rapport à l'historiographie turque. Un certain nombre de référents imaginaires se retrouvent ainsi dans la perception des deux leaders « charismatiques » (Copeaux, 2002 ; Bozarslan, 2002). Prophètes et chef irremplaçables, ils sont tous deux appelés par leur simple présence à légitimer tout discours et toute action et leur culte prend la forme d'une religion laïque avec ses nombreux martyrs, qui ont abreuvé de leur sang le territoire de la patrie. Au-delà, la seule valeur proposée aux partisans de la cause est la conformité au message et à la vie des deux leaders, qui incarnent la nation : un « vrai » Turc ne peut ainsi qu'adhérer au discours de Mustafa Kemal, de même qu'un « vrai » Kurde ne peut se positionner contre Öcalan. Si la répression des Kurdes a sans doute joué un rôle important dans la diffusion de cette construction, c'est surtout l'actualisation de catégories sociales déjà existantes dans la tradition orale (figures de Cheikh Saïd, de Mustafa Barzani, inversion de celle d'Atatürk) et le mythe des révoltes et de leur répression qui permettent la diffusion de la figure d'Öcalan et l'élargissement du phénomène charismatique à une partie importante de la population kurde dès la fin des années 1980.

20. « Grâce aux acquis des sciences sociales, nous sommes maintenant en mesure de saisir que les imaginaires sociaux sont en fait des nébuleuses de figures souvent disparates, définitivement ambivalentes du point de vue politique, d'une durabilité variable : en bref, qu'ils sont des phénomènes historiques. Il se peut que les changements dans l'ordre de l'imaginaire relèvent de la longue durée braudélienne et qu'ils soient imperceptibles aux contemporains. Néanmoins, cette illusion d'optique ne doit pas nous conduire à penser cet ordre de l'imaginaire dans une société comme un invariant » (BAYART, 1996, p. 226).



De même, à la nation turque décrite comme nation-armée répond le peuple kurde transformé en armée. Les premières publications proches du PKK, publiées en Allemagne, mettent déjà en avant la spécificité du peuple kurde, divisé jusqu'à présent par le tribalisme mis en place par les colonisateurs turcs, persans et arabes. Il faut alors revenir à l'âge d'or des Mèdes (ancêtres déclarés des Kurdes) afin de refaire l'unité de la Mésopotamie (le Kurdistan originel). Cette affirmation permet de réfuter le discours turc qui fait des Kurdes des « Turcs des montagnes » et qui considère l'Anatolie comme le berceau de la civilisation turque. Elle permet aussi d'opposer mot pour mot à la rhétorique turque de l'unité la nécessité historique de l'*indépendance* du Kurdistan. Le rejet de l'institution scolaire, vecteur essentiel du kémalisme, semble avoir été ici un facteur important de la reprise inversée des mythes politiques turcs et de la diffusion progressive d'une contre-mythologie kurde dans le sud-est du pays.

C'est ensuite l'ambivalence du discours, engendrant un morcellement des interprétations, qui a permis une adhésion massive aux thèses défendues par chaque camp. Du côté kurde, l'intérêt porté à la cause palestinienne et à l'Intifada paraît contribuer à l'émergence de véritables insurrections populaires dans les grandes villes du sud-est du pays entre 1990 et 1992²¹. Or, c'est aussi le moment où un certain nombre d'échecs militaires incitent le PKK, à négocier avec l'État turc : trois cessez-le-feu unilatéraux (1993, 1995-1996 et 1998) seront ainsi proposés à la Turquie en vue de négociations politiques. Öcalan redéfinit même ce qu'il entend par « indépendance » : non pas la création d'un État kurde séparé, mais la possibilité de choisir son propre destin dans le cadre de l'unité territoriale turque²². Mais les arguments du PKK sur l'indépendance ou sur l'ethnicité ont bien influencé toutes les organisations kurdes, obligées de se positionner vis-à-vis de cet objectif en reprenant tout ou partie du vocabulaire. Et l'indépendance est toujours aujourd'hui l'objectif de référence des militants et sympathisants, un « rêve fou » qui renaît à chaque période de tension dans la région, en contradiction avec les objectifs affichés du PKK depuis 1990-1992. C'est donc l'ambiguïté du cadre qui a permis sa diffusion au sein de la population kurde²³. Du côté turc, le vocabulaire ou les images ont également fini par ressembler au

21. Sur les insurrections populaires (*sehrîhildan*) comparées à l'Intifada palestinienne, voir par exemple *Kurdistan Report*, n° 30, avril 1990 ; n° 31, juin 1990 ; n° 37, août 1991 ; et n° 44, mars 1992.

22. Voir notamment « Autonomie oder Unabhängigkeit ? Die Antwort der PKK », *Kurdistan Report*, n° 36, juin-juillet 1991, p. 14-15.

23. Entre autres manifestations de cette ambiguïté, le *Kurdistan Report*, organe du PKK publié en Allemagne, adopte en première page la devise « Pour un Kurdistan libre et indépendant » en 1991, dans le numéro cité précédemment.



mythe et à acquérir une fonction phatique (Copeaux, 2000), ne servant plus qu'à entretenir un lien formel entre le pouvoir et les citoyens turcs autour de référents sacralisés, sans permettre l'expression de véritables opinions. La vie quotidienne, sociale et politique, ne tourne plus qu'autour de ces référents institués en icônes. C'est par exemple le cas du terme « séparatisme », employé en Turquie pour désigner tous les ennemis de l'État : islamistes, marxistes, alévis ou nationalistes kurdes peuvent être ainsi qualifiés de sécessionnistes. Mais au-delà, un discours politique n'obtient de légitimité que s'il répare des attributs kémalistes classiques de la défense de l'unité, de la dénonciation de l'ennemi et des valeurs de la République. Les islamistes pourront ainsi dénoncer kémalistes et marxistes pour « séparatisme », faire l'apologie de la démocratie et de la « vraie » laïcité, et considérer que l'unité du pays est d'abord l'unité de l'islam et des croyants. De manière similaire, les nationalistes turcs qualifient les Kurdes et les islamistes de « séparatistes », louent la turcité unitaire (« Heureux celui qui peut se dire turc ! ») et défendent la République turque et ses valeurs. « Ainsi, le même schéma interprétatif est repris par tous, mais réinterprété à différents niveaux : le cadre reste le même, seuls les acteurs changent. C'est la fluidité du cadre qui garantit ses multiples interprétations » (Massicard, 2002d).

« Dire que, par conséquent, le mythe était devenu une idéologie politique n'est même pas faux, mais demeure peu instructif. [...] En effet, le mythe était devenu une vérité historique », conclut Paul Veyne dans son étude sur les régimes de croyance dans l'Antiquité grecque. Mais au-delà de toute correspondance avec un système politique totalitaire ou dictatorial, il ajoute « qu'on voit combien l'antique candeur était éloignée de la dictature idéologique ou des simagrées édifiantes. La fonction créait bien son organe, à savoir la "langue de bois" de l'aitiologie ou de la rhétorique, mais aucune autorité politique ni religieuse n'y ajoutait son poids » (Veyne, 1983, p. 89 et 93-94). Et si, dans le cas de la question kurde, nous avons vu que les autorités des deux camps imposaient incontestablement un certain vocabulaire, c'est bien l'idée de *vérité* plus que celles d'idéologie ou de religion politique qui semble avoir structuré l'imaginaire politique des acteurs et entraîné l'adhésion aux répertoires de mobilisation jusqu'à la fin des années 1990.